

***REFLETS DE L'IDENTITE CULTURELLE ROUMAINE EN FRANCE A L'EPOQUE COMMUNISTE***

**Georgiana Medrea Estienne, Assoc. Prof., PhD, Postdoctoral Researcher, University of Bucharest**

**Abstract** : *“Reflections of the Rumanian cultural identity in France in the communist period”*: The cultural French-Romanian relations begin in the last quarter of the XVIIIth century and reach the peak during the period between the World War 1 and the 2nd World War based on the common interests of the two Latin and allied countries. At the end of the 2nd World War, when Romania was swept in the group of satellite countries belonging to the URSS, mediator personalities from the Francophile and Francophone elite, passionate about this wonderful relationship, collapse under the burden of worries, persecution and ideological control.

*In 1949 after the brutal closing of the French Institute of Upper Studies in Bucharest and due to the unilateral denunciation of the cultural agreement signed ten years earlier, the probability for institutional cooperation is reduced. At the beginning of the 50s, the communist leaders show a certain degree of willingness towards rebuilding the ties with France, country in which they search among the "progressive" personalities new friends ready to help, diffusing the utopic image of a happy people, found in constant progress, guided by a single party towards the highest expression of its national specific.*

*After a methodical strategy and a constant rhythm, the lecturers, writers and reporters are drawn into this propaganda. Many folkloric groups and popular art exhibitions complete the image of the country in Paris and in the countryside. The current article is meant to start the understanding of the new identity model spread by the Romanian communist propaganda in France, with its strong points, exportation means, different actions undertaken and their visibility degree.*

**Key words:***France, Romania, international relations, communism, cultural propaganda.*

Jusque dans les années soixante-dix, lorsque les grands quotidiens parisiens renseignent ponctuellement l'opinion française sur la détresse des intellectuels et le durcissement idéologique du régime de Bucarest, l'image de la Roumanie en France est diffusée sous le contrôle strict de la propagande et par le biais des canaux officiels de la coopération bilatérale en matière de politique culturelle. Pour déceler la construction de l'identité culturelle roumaine en France, il est ainsi impératif de distinguer les étapes, les mécanismes et les moyens de diffusion/réception forgés par les deux Etats, dont la progression dépend étroitement du développement de leurs relations diplomatiques, économiques et commerciales. Les fonds des Archives du Ministère des Affaires Etrangères de Bucarest, de Nantes et de La Courneuve, ainsi que ceux des Archives Nationales Historiques Centrales roumaines, complétés par des ouvrages et des articles signés par Dan

Berindei<sup>1</sup>, Gavin Bowd, Catherine Durandin<sup>2</sup>, Annie Guénard-Maget, Constantin Măță<sup>3</sup> ou Ovidiu Bozgan<sup>4</sup> nous ont été de la plus grande utilité.

Pionnière en matière de politique culturelle dans les années vingt, la France continue sur cette lancée innovante dans la décennie suivante, sous le gouvernement du Front Populaire, lorsque son *rayonnement* d'inspiration illuministe s'enrichit d'une tendance contemporaine pérenne, celle de redistribuer spatialement et socialement les biens culturels au bénéfice des masses<sup>5</sup>. Après la Seconde Guerre mondiale, cette préoccupation pour l'élargissement de l'accès du peuple à la culture semble être bien la seule ressemblance des stratégies culturelles adoptées par ces deux pays.

En fait, les communistes ne tardent à faire état de leur volonté ferme de dissoudre les liens culturels forts qui unissaient depuis un siècle au moins les Roumains à la France. Leur acharnement à faire disparaître les élites traditionnelles acquises à la démocratie, au mépris de l'attachement fervent de celles-ci à la diffusion de l'image de la Roumanie en Occident s'abat au même titre sur les acquis de la coopération culturelle franco-roumaine, qui avait pourtant atteint son apogée dans l'entre-deux-guerres. Ainsi concernés par le bien-être des masses, les communistes commencent par aller à leur rencontre, en détruisant tous les leviers de coopération avec la France et ce malgré l'amour que le peuple roumain continuait à témoigner à ce pays<sup>6</sup>.

Cette entreprise de mise au pas des influences étrangères sur le plan interne est assez vite doublée d'une propagande censée persuader l'opinion occidentale des progrès industriels et sociaux d'un peuple entier ayant enfin trouvé son bonheur. Pour ce faire, la mission

---

<sup>1</sup> Dan Berindei, *Legături și convergențe istorice româno-franceze* (Liens et convergences historiques franco-roumains), „Revista de istorie”, 32<sup>e</sup> tome, n° 3, mars 1979.

<sup>2</sup> Catherine Durandin, *Istoria românilor* (Histoire des Roumains), Iași, Institutul European, 1998.

<sup>3</sup> Constantin Măță, *Relațiile franco-române în perioada 1964-1968 : dialog în perioada destinderii* (Les relations franco-roumaines en 1964-1968 : un dialogue pendant une période de détente), Iași, Editura Universității Alexandru Ioan Cuza, 2011.

<sup>4</sup> Ovidiu Bozgan, *Franța-România 1964-1968: spre un parteneriat strategic ?*, în „Revista istorică”, tom XIV (2003), nr.1-2, p. 41-74.

<sup>5</sup> J.P. Rioux, *Politique culturelle*, in Christian Delporte, Jean-Yves Mollier, Jean-François Sirinelli, *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, PUF, 2013, p. 974.

<sup>6</sup> « Au point de vue intellectuel, la position française paraît plus favorable en raison surtout du prestige ancien et profond dont notre langue et notre culture bénéficie en Roumanie, pays plus latin que slave. Toutes les manifestations organisées à Bucarest par l'Institut français dont l'activité ne s'est jamais relâchée au cours de la guerre, sont suivies par un public nombreux et ardent ». Jean Paul-Boncour, *Note du département pour le ministre*, Paris, 29 octobre 1945 in *Documents Diplomatiques Français*, 1945, tome 2, 1<sup>er</sup> juillet-31 décembre, Paris, Imprimerie Nationale, 2000, p. 646.

diplomatique roumaine de Paris s'appuie sur l'Association *France-Roumanie*, présidée au départ par Hélène Vacaresco, qui avait coopté sous son égide plusieurs personnalités françaises comme Marcel Cachin, directeur de *L'Humanité*, Jean Paul-Boncour, ministre de France à Bucarest ou Henri Wallon, professeur au Collège de France<sup>7</sup>. En 1955, par exemple, l'Association *France-Roumanie* dispose de sept filiales dans la province française<sup>8</sup>. A partir de 1948, l'Institut Roumain pour les Relations Culturelles avec l'Etranger (IRRCS) nouvellement créé à Bucarest centralise l'action de propagande selon une politique émanant du Ministère des Affaires Etrangères.

Avec le temps, d'autres organismes relayaient l'œuvre de propagande dans la province, telles l'Association d'amitié Roumanie-Normandie *Ion Creangă*, créée en 1977, ou bien *Miorița, Solidarité Humaine pour les Arts, Moselle-France-Roumanie Berlioz-Enesco*. Cette dernière fut fondée en 1979 par les maires de Florange, Nilvange et Gandrange, des communes lorraines. Son activité estimée „diverse et riche” se tenait dans une „atmosphère d'amitié sincère”. Les municipalités hébergeaient gratuitement des tournées d'ensembles de danse et de chant folklorique notamment lors d'événements couverts par la presse locale et suivis par 240 membres actifs et 3.500 „membres sympathisants”. Ils organisaient également des expositions itinérantes, tout en encourageant le développement du tourisme<sup>9</sup>.

Le succès de ces manifestations était certes à la mesure de l'investissement enthousiaste des personnalités communistes. Néanmoins, par rapport à la période de l'entre-deux-guerres, l'action de propagande quitte la scène parisienne des grandes institutions, pour se réfugier modestement dans les foyers d'accueil et les instituts communistes, en étant soutenue également par les réseaux de jumelages entre les différentes municipalités. C'est uniquement à titre exceptionnel, dans les moments de rapprochement politique, que la propagande roumaine se retrouve sous la lumière des projecteurs.

Dans le développement de la stratégie de représentation culturelle roumaine en France, plusieurs étapes sont à distinguer, selon le suivi des relations diplomatiques bilatérales et l'encadrement jaloux de la puissance tutélaire qu'est l'URSS. De 1949, année de la dénonciation unilatérale de l'accord culturel signé avec la France dix années plus tôt, et

---

<sup>7</sup> Gavin Bowd, *La France et la Roumanie communiste*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 49.

<sup>8</sup> Note de Ion Drînceanu, ministre de Roumanie à Paris, le 21 décembre 1955, Archives Nationales Historiques Centrales (ANIC), fonds IRRCS, dossier France 165/1953-1956, feuille 19.

<sup>9</sup> Lettre de Romulus Neagu à Ioan Botar, Bucarest, le 20 octobre 1981, n° 2/6277, ANIC, fonds IRRCS, dossier France 8/1981, feuille 25.

jusqu'en 1954, les relations politiques manquent de substance. Comme Washington et Londres, Paris oppose alors une résistance ferme à toute initiative de contact.

Pendant cette première étape, les communistes comptaient beaucoup sur les résultats de l'Association *France-Roumanie* et l'appui des personnalités *progressistes* s'avéra précieux. Ces amis dévoués travaillaient gracieusement, pendant leurs loisirs<sup>10</sup>.

André Langevin, par exemple, avait effectué plusieurs voyages en Roumanie afin de mieux soutenir sa cause. Lors d'un discours tenu dans une assemblée réunie sous les auspices des *Amis des Lettres et des Arts*, celui-ci livrait une version idyllique du régime, celle qui lui avait été présentée, d'autant plus vraisemblable qu'elle correspondait à ses idéaux.

Selon lui, Bucarest et ses marchés de fleurs ressemblait alors à Nice. Sur les bords du lac de Herăstrău, il avait l'impression d'être sur le littoral. La cuisine roumaine était aussi bonne que celle provençale. Et surtout, les ouvriers, les ingénieurs et les universitaires y vivaient heureux. Leur « joie de vivre » était « contagieuse ». Ils travaillaient enthousiastes ensemble pour la construction d'un nouveau système économique, conscients de travailler pour eux, pour ne plus jamais subir l'exploitation et la misère. Regarder les ouvriers danser le soir tombant sur les terrasses de l'hôtel le transportait cent ans en arrière, dans les châteaux des aristocrates français.

Dans ce cas, comment accorder du crédit aux « réactionnaires », comment croire aux bruits selon lesquels les anciennes élites seraient arrêtées, persécutées, torturées ou fusillées ? Lui-même attestait d'ailleurs avoir vu certains de leurs représentants continuer leur train de vie à l'Athénée-Palace, critiquer à haute voix en français la politique du gouvernement, nullement souffrantes. Par conséquent, le devoir des Français était d'abandonner tout préjugé pour aider les nouveaux dirigeants, à se défendre contre l'« abominable agression » préparée par les Etats-Unis et le capital<sup>11</sup>. En même temps, les diplomates français à Bucarest relevaient avec mécontentement les « tensions vives », les « violences verbales » et les arrestations des Français et des doubles nationaux<sup>12</sup>.

---

<sup>10</sup> André Langevin à l'IRRCS, Paris, le 26 décembre 1957, ANIC, fonds IRRCS, dossier France 161/1951-1968, feuille 72.

<sup>11</sup> Discours tenu par le professeur Langevin en 1950 à Paris, ANIC, fonds IRRCS, dossier 161/1951-1968, feuille 150 à 174.

<sup>12</sup> Note *La France et la Roumanie dans l'histoire*, Paris, le 5 juin 1970, Direction des Affaires politiques du Ministère des Affaires Etrangères, QO : Roumanie/268/1961-1970, p. 9.

Pour mieux réussir la propagande favorable au régime communiste, l'Association *France-Roumanie* éditait un journal mensuel *Paris-Bucarest*, financé par La Légation romaine à Paris. Un tableau contrasté à souhait y opposait démocratie populaire et « régime bourgeois-féodal<sup>13</sup> ».

Pour ce qui est de l'éducation de la jeunesse, par exemple, les communistes devaient gérer le « triste héritage » légué par les « classes exploiteuses », des industriels et de gros propriétaires qui « n'avaient pas besoin de liquider l'analphabétisme ». Dans le passé, les instituteurs pauvres étaient tenus par la Garde de Fer dans les « filets du mysticisme et de l'obscurantisme, du culte du crime et de la mort ». En revanche, dans la démocratie populaire, le culte était encouragé du « travail créateur », de la « lutte résolue pour le bonheur du peuple ». Il était donc temps d'apprendre à la jeunesse à « connaître et aimer les merveilleuses beautés et richesses » du pays, de l'« armer de la puissance de la science », d'allumer dans chacune des âmes « la fierté d'être maître de ces richesses inépuisables et le désir ardent de les mettre au service du peuple »<sup>14</sup>.

Alors que la Direction III *Relations* du Ministère des Affaires Etrangères roumaines s'ingéniait à renforcer le contrôle des messages de l'Association *France-Roumanie*, tout en entreprenant d'élargir le cercle des personnes touchées<sup>15</sup>, les diplomates français gardaient leurs distances avec cet organisme, qu'ils trouvaient trop politisé. En août 1954, René Jeudy, le chargé d'affaires de Bucarest, appréciait le soin d'Emile Labeyrie, le président de cette association, de lui rendre visite à l'Ambassade lors de son passage en Roumanie, mais il considérait avec circonspection les impressions formulées par celui-ci : « Ce qui me frappe, dit mon interlocuteur, c'est l'affection, je dirai presque l'adoration que l'on éprouve ici à l'égard de la Russie. » A Jeudy de conclure : « Pour qui connaît les dispositions de la grande majorité des Roumains, semblable déclaration ne peut que jeter le doute le plus sérieux sur l'information du Président<sup>16</sup> ».

---

<sup>13</sup>Gheorghe Gheorghiu-Dej ouvre le Congrès des Instituteurs de la République Populaire Roumaine, in *Paris-Bucarest*, n° 24/1952, p. 3.

<sup>14</sup>*Ibid.*, p. 5.

<sup>15</sup> En 1957, par exemple, ce journal avait 2.500 abonnés. Les autorités roumaines envisageaient alors d'améliorer son financement en proposant des suscriptions et des espaces publicitaires. Celles-ci recherchaient des collaborateurs renommés, qui mettent en œuvre de nouveaux programmes d'édition, élaborés sur la longue durée. – Sumar de note și informări. Asociația Franța-România, ANIC, fonds IRRCS, dossier France 176/1956-1957, feuille 85.

<sup>16</sup> Lettre de René Jeudy à Pierre Mendès-France, le 30 août 1954, Archives Diplomatiques Françaises, Courneuve, dossier Roumanie 101.

Aussi bien par le biais de l'Association *France-Roumanie*, que par le circuit de l'IRRCS, qui pilotait à partir des années 50 la propagande à l'étranger, des expositions furent envoyées en France pour illustrer les réussites du régime. Le but de l'exposition *La République Populaire Roumaine devient un pays industrialisé* (1951) était de montrer la lutte pacifique des ouvriers pour l'édification du socialisme. L'électrification du pays était un premier résultat souligné. Même lorsque les titres demeurent neutres – c'est le cas de l'exposition *L'Art plastique roumain contemporain*, organisée la même année, la référence culturelle reste subordonnée aux impératifs de la propagande politique. L'apologie du réalisme socialiste présentée dans le catalogue finit ainsi : « La bataille du réalisme chez nous est aujourd'hui la bataille pour la pénétration dans l'art des types humains les plus nouveaux, les plus caractéristiques. C'est la lutte pour une vie nouvelle, pour la création d'un brillant épanouissement artistique semblable à celui qu'ont atteint les classiques<sup>17</sup> ». A l'occasion, la presse interne va encore plus loin avec les éloges : « Maintenant, la jeune peinture roumaine a remporté des succès qui s'élèvent au niveau des grandes œuvres du passé, tout en présentant un contenu infiniment plus riche<sup>18</sup> ». La qualité des tableaux réunis a effectivement engendré un bon succès en France, malgré la rhétorique spécifique à la propagande.

Après la destalinisation, les diplomates roumains persistent dans leurs sollicitations de reprise des liens culturels. Engagé dans un processus d'ouverture prudente vers les pays de l'Est, le Quai d'Orsay apprécie les „signes timides d'amélioration”, en conditionnant alors la signature d'accords économiques et commerciaux par la régularisation des relations culturelles, alors estimée „lente”<sup>19</sup>. Effectivement, la France avait beaucoup investi dans l'Institut de Hautes Etudes à Bucarest et elle entendait obtenir à nouveau son ouverture, tout en mettant au profit le capital de sympathie dont elle disposait en Roumanie. Réciproquement, les hommes politiques roumains avaient compris que la relance des relations culturelles leur permettait de tisser une première base commune pour atteindre leurs objectifs de coopération économique, scientifique et technique. Ils commencèrent alors à multiplier notamment les missions d'exploration des écrivains et des musiciens connus en France, qui devaient renouer d'anciennes amitiés et ouvrir de nouvelles opportunités de coopération.

---

<sup>17</sup> *Art plastique roumain contemporain. Catalogue Paris 1951-1952*, Institut Roumain pour les Relations Culturelles avec l'Etranger, p. 3-4, ANIC, fonds IRRCS, dossier France 154/1947-1953.

<sup>18</sup> *Scântea*, 31 janvier 1952, feuille 56, *ibid.*

<sup>19</sup> Note *La France et la Roumanie dans l'histoire*, Paris, le 5 juin 1970, Direction des Affaires politiques du Ministère des Affaires Etrangères, QO : Roumanie/268/1961-1970, p. 9

A ce titre, les écrivains Eugen Jebeleanu et Demostene Botez agirent en véritables ambassadeurs culturels. Leur déplacement à Paris à l'automne 1956 contribua largement à la détente des relations dans le monde littéraire et de l'édition. La série d'événements fut mise au point par les soins des services diplomatiques des deux pays. Eugen Jebeleanu tint une conférence à la Société des Gens de Lettres devant une assemblée de cent personnes, parmi lesquelles Jacques Bordeneuve, le ministre des Arts et des Cultes. Le poète notait : „J'ai eu le sentiment que les écrivains sont enchantés de la reprise des liens entre notre pays et la France<sup>20</sup>.” Les deux écrivains furent interviewés pour Radio Paris International par Ruben Malik au sujet de l'importance de la connaissance réciproque des deux littératures et des tirages des traductions des oeuvres françaises notamment. Jacqueline Piatier publiait dans *Le Monde* un interview avec Demostene Botez sur la reprise des relations culturelles. André Chamson, membre de l'Académie Française, le président du Pen-Club, leur ouvrait les portes de cette dernière assemblée. Ils s'entretenaient avec Pierre Morel, le président du Syndicat des Libraires de Paris, avec Pierre Seghers, ainsi qu'avec Lucien Berrin, le directeur de l'édition La Nef et avec Régis Bergeron, rédacteur de *L'Humanité*, quant à la publication en traduction des écrivains roumains contemporains. Au siège du Conseil National des Ecrivains, ils furent reçus par Elsa Triolet, Louis Aragon, Francis Jourdain et André Kedros. Le romancier Jean Cassou, conservateur du Musée d'Art Moderne de Paris, se montra de même „très compréhensif” envers la nouvelle orientation du pays. A l'UNESCO, Michel Dard, ancien membre de la Mission Universitaire Française en Roumanie, „un grand ami”, se montra disposé à faire le voyage préparatoire à l'admission dans cette importante institution. Les recommandations formulées à la fin de leur voyage servirent comme base de départ pour les prochaines interventions de l'IRRCS : confier les traductions littéraires à des professionnels, constituer un réseau de diffusion qui compte avec le rôle de la capitale française dans la diffusion internationale du livre, inviter les différentes personnalités qui les avaient reçus faire des voyages d'études en Roumanie, leur envoyer gratuitement des publications de propagande. Ils constataient pratiquement que tout restait à faire en matière de connaissance de la littérature roumaine en France.

Un premier état des lieux est établi par la Légation roumaine à Paris dès le début de l'année 1957. Ainsi constate-t-on que les brochures et les livres *progressistes* se vendent en cercles restreints, parmi les communistes et leurs sympathisants, mais nullement dans les

---

<sup>20</sup> Raportul tovarășului Jebeleanu (Le rapport du camarade Jebeleanu), ANIC, fonds IRRCS, dossier France 175/1956-1957, p. 2.

librairies „bourgeoises”. Au 31 décembre 1956, les Editeurs Français Réunis, par exemple, avaient publié, sous la direction de François Monod, les œuvres militantes suivantes : *Mitrea Cocor* de Mihail Sadoveanu (7 mille exemplaires, dont quatre mille vendus), *Desculț* de Zaharia Stancu (six mille exemplaires, dont trois mille vendus), *Nicoară Potcoavă* (cinq mille exemplaires, dont huit cents vendus), mais aussi la comédie classique *O scrisoare pierdută* de Ion Luca Caragiale (quatre mille exemplaires, dont mille cinq cents vendus).

La Légation roumaine procède de la sorte en matière d'échanges musicaux. Deux semblent être ses priorités : assurer la relance par la célébration des musiciens roumains connus en France - la commémoration de Georges Enesco en 1957 demeure un repère essentiel en ce sens – et la diffusion du folklore, par des participations constantes à des festivals organisés généralement par les mairies provinciales. Lors du concours international de chant de Toulouse, en octobre 1957, les représentants de l'IRRCS remarquent qu'une attention accrue doit être prêtée à la „formation morale et politique<sup>21</sup>” des artistes. Ces priorités demeurent d'actualité, quel que soit le domaine culturel spécifique de ses interventions.

Notons un dernier exemple, relevant du développement des échanges cinématographiques. En 1957, C. Cavalcanti et Louis Daquin sont invités à la Légation afin de préparer une visite d'études dans le pays. De leur entretien avec C. Constantinescu, il ressort que les studios de Buftea ne fonctionnent pas à leur potentiel maximal. Il semblerait que les cinéastes roumains s'infatuerient vite, une fois avoir reçu des „tâches importantes” de création, en refusant de se parfaire, par découragement, si leurs productions n'obtenaient pas de prix à Cannes. En revanche, les films tournés en Roumanie auraient de grandes chances de vente en Occident, à condition d'améliorer les délais de la prise de décision et d'éviter la contamination avec des thèmes fréquemment abordés dans les films capitalistes : „lâcheté, trahison, vol, crime”, qui vont de paire avec l'attitude des hommes politiques qui trahissent la France au lieu de la gouverner<sup>22</sup>.

Bref, à partir de 1955, une stratégie culturelle clairement définie par le Ministère des Affaires Etrangères roumain est mise en place annuellement par l'IRRCS et la Légation, avec

---

<sup>21</sup> Dare de seamă de participare la Concursul Internațional de cântec de la Toulouse (Compte-rendu a.s. participation au Concours International de Chant de Toulouse), 14-20 octobre 1957, ANIC, fonds IRRCS, dossier France 172/1955-1958, p. 4.

<sup>22</sup> Note de C. Constantinescu, envoyée par Mircea Bălănescu à la Direction III Relations du Ministère des Affaires Etrangères, le 12 février 1957, n° 2231, Archives du Ministère des Affaires Etrangères de Roumanie (AMAE), fonds Paris, volume 42-43.

la participation des différentes associations et personnalités médiatrices. Le noyau des événements à organiser est le suivant : les *Journées de l'amitié franco-roumaine*, *Les Journées du film roumain* à Paris et dans trois à quatre villes de province, la mise en scène d'une ou deux pièces du répertoire roumain classique à Paris ou en province, des tournées de troupes de théâtre, d'ensembles folkloriques et de musiciens, l'insertion de programmes de musique classique et culte à la radio, l'organisation d'expositions d'art populaire à Paris et en province, la traduction d'œuvres littéraires et techniques, la création de chaires de roumain dans l'enseignement universitaire, au même titre que l'encouragement de l'échange de spécialistes, par le système des bourses et des stages<sup>23</sup>.

C'est à partir de 1964, avec la visite du Premier Ministre Gheorghe Maurer à Paris que la collaboration culturelle fut amorcée dans une voie sûre. C'était pour la première fois qu'un haut responsable communiste effectuait un déplacement en Occident. Un accord de coopération culturelle fut signé l'année suivante. Pendant la préparation de la visite du Général de Gaulle, les relations culturelles institutionnelles furent considérablement renforcées. Enfin, en mai 1968, cette autre première, le déplacement d'un chef d'Etat occidental dans un pays de l'Est, eut les conséquences les plus heureuses en matière de coopération culturelle bilatérale : l'accord fut signé de l'ouverture d'une Bibliothèque Française à Bucarest et d'une Bibliothèque roumaine à Paris. Le suivi institutionnel des échanges semble maintenant rôdé et il donne ses fruits. Une Commission mixte pour les échanges culturels, scientifiques et techniques se réunit tous les deux ans, alternativement à Paris et à Bucarest pour établir un programme commun d'action sur la base de la réciprocité.

Les manifestations les plus amples servent à préparer les voyages officiels, tel celui de Nicolae Ceaușescu en France en 1970. Du 31 mai au 7 juin, pendant une semaine entière, des postes de radio importants, tels France Culture, France Inter, France-Musique et Inter-Variétés diffusèrent le programme „La Roumanie d'aujourd'hui comme si vous y étiez”, dûment mis au point par les services diplomatiques des deux pays en coopération avec les équipes de professionnels dirigés par Georges Godebert, avec le concours de spécialistes de la radio et de la télévision roumaine comme Iulius Tundrea, Radu Gheciu, Silvia Kerim, Andrei Magheru et française, tels Georges Charbonier, Odile de Pontual, Jean-Pierre Pineau et Jean de Beer. Ce programme a pour but de permettre aux Français de „découvrir et de mieux connaître dans les cadres des grilles existantes et sous les formes sonores les plus diverses, un

---

<sup>23</sup> Plan de dezvoltare a relațiilor culturale și tehnico-științifice între Republica și Franța pe anul 1956, Paris, le 30 septembre 1955, AMAE, *ibid.*

Pays amis de la France, et imprégné profondément de culture française à travers les œuvres de ses artistes, de ses dramaturges, de ses écrivains, de ses poètes, de ses savants et de tout un peuple musicien”<sup>24</sup>.

C’est l’événement le plus complexe signalé par les documents d’archives répertoriés jusqu’à maintenant, aussi bien selon la diversité des domaines abordés, que par le degré de visibilité. La semaine roumaine est ouverte sur France-Culture par une allocution de l’ambassadeur à Paris. Toute une série d’interventions s’ensuivent : l’historien Georges Castellan de la Sorbonne parle de la „Roumanie éternelle”, en duplex avec des universitaires de Bucarest; Alain Guillermou, professeur de roumain à la même université, donne la conférence *Le Français universel et la langue roumaine*; un panorama de la musique contemporaine est diffusé qui inclut des interviews et des œuvres de Constantin Beloiu, Alexandru Capoianu, Alexandru Hrisanide, Tiberiu Olah, Ștefan Niculescu, Dinu Petrescu, Anatol Vieru et le souvenir de Georges Enesco est célébré par la diffusion d’*Oedipe* interprété par l’Orchestre de la Radio sous la direction de Charles Bruck; le public y avait été préparé par le documentaire *Georges Enesco ou la poésie de l’Homme*, réalisé par la Radiotélévision roumaine pour le Prix Italia (1967); les arts et les spectacles sont présentés avec la participation de Radu Beligan, Liviu Ciulei, Dinu Cernescu, Margareta Niculescu, Lucian Pintilie, Radu Popescu et Valentin Lipatti, alors ambassadeur à l’UNESCO, mais aussi par des adaptations de Ion Luca Caragiale (*Moments*), Mihail Sebastian (*Edition spéciale*), Marin Sorescu (*Les Nerfs*) et Romulus Vulpescu (*Ça arrive*). Alain Bosquet met en valeur son volume *La poésie roumaine de A à Z*, une anthologie subventionnée par la propagande roumaine. Un cycle d’émissions consacrées aux livres introduit Zaharia Stancu, Marin Preda, Fănuș Neagu, Eugen Barbu et des peintres tels Vincent Grigoresco, Zoe Baicoiano, Paul Neagu, George Apostu sont interviewés pour l’occasion.

Dans les années 70, alors que les diplomates s’apprêtent à acheminer sur une longue route tranquille des relations politiques stabilisées, l’écart se creuse entre les discours officiels du président Nicolae Ceaușescu, son ouverture vers la collaboration politique, économique, scientifique et technique avec l’Occident et la prétendue libéralisation de la création. Sur le plan interne, l’idéologie resserre dans son étau toutes les catégories de population. En même temps, le gouvernement prétend contrôler de près les contenus véhiculés par les services

---

<sup>24</sup> France Culture – France Inter – France Musique – Inter-Variétés. Projet de programme du 31 mai au 7 juin : « La Roumanie comme si vous y étiez », QO : Roumanie : 268/1961-1970, p. 2.

culturels étrangers. Ceux-ci doivent présenter un mois ou deux à l'avance leurs projets d'événements pour obtenir l'accord des autorités.

Selon le président roumain, les écrivains sont responsables de l'édification de la société socialiste, ils doivent s'inspirer de ses réussites et de la vie du peuple, tout en encourageant sa progression. Si les artistes sont libres de partir à l'étranger, ils ne doivent pas compter sur le financement de l'Etat. Pire encore, les intellectuels exilés à Paris sont poursuivis, intimidés, voir frappés par les services secrets qui essaient d'étouffer leurs voix. C'est ce qui arriva à Monica Lovinescu en 1977<sup>25</sup>.

L'image d'un pays novateur, prêt à prendre ses distances avec le bloc communiste pour mettre en œuvre une politique de réformes et d'ouverture vers le monde occidental s'effrite vertigineusement. En janvier 1989, lorsque François Mitterrand commença sa tournée dans les Pays de l'Est, le communisme roumain avait perdu à ses yeux tout crédit : „C'est un système condamnable; il a quelque chose d'anachronique et de blessant pour la conscience humaine.” Les communistes français le suivent : Georges Marchais „condamne fermement ce qui s'y passe”, comme „une atteinte intolérable aux droits de l'homme”<sup>26</sup>.

Pour conclure, nous pouvons affirmer que la diffusion de la culture roumaine en France est étroitement liée à l'évolution des relations politiques entre les deux pays. Jusqu'en 1964, malgré les efforts de la propagande communiste, les événements prévus touchent une catégorie restreinte du public, des communistes et leurs camarades de route. Jusqu'en 1970, la Roumanie jouit d'une image positive, de pays réformateur et courageusement ouvert à la collaboration avec l'Occident et avec la France notamment. Les deux diplomaties mettent alors en avant l'origine latine des peuples qu'elles représentent, ainsi que les divers liens culturels qui les unissent depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Enfin, la raideur idéologique du régime entame gravement cette image, ainsi que l'intérêt accordé aux manifestations culturelles. Lorsque François Mitterrand prend ouvertement le parti de la dissidence, alors même que les rouages institutionnels de coopération culturelle bilatérale commençaient à être rôdés, l'impact des manifestations mises en œuvre dans le cadre de leurs programmes est à nouveau réduit aux milieux spécialisés

---

<sup>25</sup> Ana-Maria Cătănuș, *Forme de disidență în spațiul sovietic și est-european în anii 70-80. Cazul românesc*, thèse de doctorat soutenue à Bucarest en 2011 à l'Institut Nicolae Iorga de l'Académie Roumaine.

<sup>26</sup> Gavin Bowd, *œuvre citée*, p. 333.